

ELECTIONS LEGISLATIVES

SCRUTIN DU DIMANCHE 5 JUIN 1988

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION DE LA SARTHE

Cantons de :

Beaumont-sur-Sarthe - Conlie Fresnay-sur-Sarthe - Le Mans Centre Le Mans Nord-Ouest - Saint-Paterne Sillé-le-Guillaume

Le 8 Mai 1988, les Françaises et les Français ont réélu Monsieur François MITTERRAND à la Présidence de la République.

Ce choix démocratique doit être respecté. Cependant, il convient d'en apprécier les conséquences.

L'ouverture promise tout au long de la campagne électorale et souhaitée par la majorité des électeurs n'a pas eu lieu.

Pourtant, la nomination du nouveau Premier Ministre laissait espérer l'amorce d'un dialogue.

Malheureusement, le retour de la plupart des Ministres des Gouvernements Mauroy et Fabius, ainsi que la nomination des membres les plus doctrinaires du Parti Socialiste ont constitué une première indication sur la volonté réelle d'ouverture des hommes en place.

La dissolution précipitée de l'Assemblée Nationale, décidée sous la pression du seul Parti Socialiste, avant même que le Premier Ministre n'ait présenté au Parlement les grandes orientations de sa politique, a créé un précédent, en contradiction avec les usages démocratiques. Elle constitue, en outre, la meilleure preuve de la volonté d'hégémonie du Parti Socialiste.

Électrices, Électeurs,

DÉSORMAIS, L'ENJEU DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES EST CLAIR.

Soit :

Donner au Parti Socialiste, comme en 1981 et pour 5 ans, la totalité du pouvoir, supprimant ainsi toute possibilité d'ouverture.

Notre pays serait alors plongé dans la situation que nous avons connue entre 1981 et 1986.

Nous subirions à nouveau :

- · le déclin de l'activité économique,
- la montée du chômage,
- l'affaiblissement de la position de la France face à ses concurrents étrangers,
- · l'insécurité des personnes,
- les menaces sur la liberté de l'enseignement.

Soit :

Renouveler votre confiance à la majorité libérale que vous avez élue en 1986, qui a fait preuve de sa compétence et de son efficacité en conduisant notre Pays sur la voie du redressement.

Certes, cela n'avait pas encore eu le temps de se traduire dans la vie quotidienne de chacun. Cependant, les principaux indices économiques témoignent de l'amorce de ce redressement.

Ainsi, persuadé de la nécessité de poursuivre et d'amplifier l'œuvre entreprise et animé par une réelle volonté d'ouverture, je veux rassembler dans notre Circonscription, toutes celles et tous ceux qui partagent le même idéal de liberté, de progrès et de justice sociale.

Avec mon suppléant, Daniel CABARET, Directeur Administratif du Service Conseil Logement de la Sarthe, Maire de La Bazoge depuis 1971, Conseiller Général du canton du Mans Nord-Ouest, nous avons l'investiture de L'UNION DU RASSEMBLEMENT ET DU CENTRE qui regroupe toutes les formations politiques de l'actuelle majorité parlementaire.

Nous nous présentons pour réussir, avec vous, le développement économique et social de la Sarthe, et tout particulièrement de notre Circonscription, dans une France plus prospère, plus juste et plus généreuse.

SUR LE PLAN LOCAL,

Huit objectifs sont prioritaires :

• Préparer les structures d'accueil afin que le Mans et la Sarthe tirent le meilleur parti de l'arrivée du T.G.V.-Atlantique fin 1989, par la réalisation d'un Centre d'Affaires et la participation à l'aménagement du quartier de la Gare.

• Affirmer davantage la place du Mans dans le Grand-Ouest en favorisant le développement de l'Université du Maine (Technopôle), l'achèvement des travaux de restauration du Vieux Mans et la promotion des sports mécaniques sur le Circuit des 24 Heures.

• Désenclaver le Nord-Sarthe en exigeant l'aménagement d'un échangeur sur le futur tronçon autoroutier Le Mans-Alençon, à la hauteur de Beaumont-sur-Sarthe. Cette réalisation est une des conditions indispensables au développement économique et touristique de la Circonscription.

 Accélérer l'aménagement de la R.N. 138. Après l'achèvement de la déviation de Saint-Marceau et l'ouverture, fin 1990, de celle de La Bazoge, il est urgent de mettre en œuvre au plus tôt un nouveau programme comportant notamment les contournements de Juillé et de l'agglomération alençonnaise.

• Poursuivre l'équipement des communes rurales, notamment en faveur des personnes âgées et des jeunes, par la réalisation de maisons de retraite, de foyers-logements à dimension humaine et d'infrastructures sportives et socio-culturelles.

• Favoriser la mise en œuvre d'actions ponctuelles pour l'agriculture et tout particulièrement pour l'installation des jeunes.

 Accroître le soutien au commerce traditionnel et à l'artisanat avec le concours du Département et de la Région dans le cadre des Contrats Régionaux de Développement.

• Enfin, l'emploi et la formation professionnelle demeurent nos préoccupations dominantes. Seules une politique d'expansion économique de notre Circonscription et une meilleure adaptation de l'enseignement aux besoins peuvent permettre d'améliorer la situation actuelle. Nous nous engageons à soutenir toutes les initiatives allant en ce sens.

Nous sommes, mieux que quiconque, en mesure d'atteindre ces objectifs en raison de notre position au Conseil Général et des liens privilégiés que nous entretenons avec les membres de la majorité du Conseil Régional.

Les permanences régulières que nous avons tenues dans toute la Circonscription nous ont permis de bien connaître vos difficultés quotidiennes en cette période.

Comme par le passé, nous nous emploierons à vous aider à les résoudre.

Nous nous engageons à amplifier cette volonté de dialogue et de soutien à tous.

SUR LE PLAN NATIONAL,

Seule, une politique de croissance et de justice sociale, fondée sur l'initiative et la responsabilité individuelle, le respect des valeurs traditionnelles de notre Société et le dialogue, est susceptible d'apporter une solution à nos problèmes actuels.

Élu, je m'engagerai aux côtés de toutes celles et de tous ceux qui, comme moi, veulent :

• Redonner à la France sa place dans le monde afin de mieux préparer son entrée dans le Marché Unique Européen de 1992.

• Assurer la paix sociale à l'intérieur par l'ouverture et le dialogue.

• Permettre à notre jeunesse d'aborder le 3° millénaire dans de bonnes conditions en accentuant notre effort en faveur de la recherche, de la formation et de l'emploi.

Ou service de tous, dispoinble et efficace, j'agiron pour le Sévelophement le céduoninque social et culturel de notre Département dans une France plus juste et plus généreuse.

Votez, Faites voter massivement:

Gérard CHASSEGUET

Député sortant Vice-Président du Conseil Général Maire de SILLÉ-LE-GUILLAUME Suppléant :

Daniel CABARET

Conseiller Général du Canton Le Mans Nord-Ouest Maire de LA BAZOGE

vu, les candidats